

gouvernement, la libéralisation -- multilatérale, bilatérale ou trilatérale -- du commerce est une étape nécessaire pour assurer notre prospérité future.

Notre détermination à nous assurer que l'économie canadienne s'adapte aux pressions de l'économie mondiale s'est heurtée à de puissantes forces protectionnistes et nationalistes. Le débat au Canada a été fort animé. Mais nous avons résisté à ces forces. Car nous ne croyons pas que le protectionnisme ait un rôle à jouer dans le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous croyons que les gouvernements doivent maîtriser le changement, non en devenir les victimes.

Dans notre monde d'économies interdépendantes et de marchés globaux, notre prospérité future dépend d'une meilleure intégration à l'économie internationale. Cela supposera la négociation d'un accès libre et sûr aux marchés étrangers en échange d'un accès libre et sûr à notre propre marché.

L'ordre commercial mondial traverse une phase difficile. Les problèmes rencontrés pour l'achèvement de l'Uruguay Round nous montrent à quel point l'ordre existant suscite le désenchantement. Trop de gouvernements semblent ne pouvoir ou ne vouloir prendre les difficiles décisions requises pour la réalisation de progrès substantiels. L'objectif d'un ordre commercial libéral n'a jamais semblé aussi souhaitable. Et les moyens de le réaliser, jamais aussi incertains. Nous devons poursuivre nos efforts, mais sans nous limiter à une seule stratégie.

Notre destin est lié à la géographie. Si nous voulons réussir sur les marchés du monde, nous devons d'abord réussir sur le grand marché nord-américain. Le Canada croit qu'il est sensé de développer une base nord-américaine bien plus solide à partir de laquelle nous pourrions nous lancer à l'assaut des marchés mondiaux et renforcer les règles internationales.

L'ALE force les Canadiens à affronter les réalités de l'interdépendance économique, de la concurrence mondiale et de la position géographique. Il a mis la question de l'ajustement à l'avant-plan. Il a montré à quel point l'ajustement nécessite un consensus national favorisant la concurrence, un consensus forgé entre le gouvernement, le monde des affaires et les milieux syndicaux.

Le libre-échange est une mauvaise politique pour ceux qui croient que les économies se développent par l'érection de murs tarifaires élevés et d'autres formes de protection.

Mais il a du sens pour ceux qui croient que l'Amérique du Nord se développera en libéralisant davantage le commerce, pour ceux qui croient que les barrières retardent la croissance et que les